



RÉSEAU ONTARIEN D'ÉDUCATION JURIDIQUE

RAPPORT ANNUEL 2010



L'ÉDUCATION ET LE DIALOGUE POUR UNE SOCIÉTÉ CIVILE



« Le ROEJ est en bonne santé, avec une direction stratégique claire, un solide modèle de gouvernance, un personnel et un conseil passionné et dévoué et une bonne réputation pour accomplir ce qu'il se fixe de faire. »

Rapport final – Cathexis Consulting Inc.



Nous réalisons une société civile avec l'éducation et le dialogue.

Message de la présidente du Conseil

Presque 11 ans ont passé depuis la première réunion du groupe de travail sur l'éducation juridique publique en juin 2000, présidée par le juge en chef de l'époque, Roy McMurtry.

Depuis ce temps, un nombre incroyable d'activités ont servi à mieux faire comprendre l'appareil judiciaire au public, par l'éducation et le dialogue, dans le but de le rendre plus sensible et inclusif, notamment dans les secteurs suivants :

Fonctionnement – Après avoir commencé sans bureau, personnel ou budget, nous avons maintenant 14 employés et des bureaux dans trois villes (bureaux généreusement fournis par le Barreau du Haut-Canada à Toronto, par le ministère du Procureur général à Thunder Bay et grâce à un partenariat novateur avec l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario, à Ottawa). Grâce à des fonds de soutien de la Fondation du droit de l'Ontario et au financement additionnel de la Fondation Trillium de l'Ontario et du ministère de la Justice du Canada, nous gérons un budget annuel de près de 1 M\$.

Programmation – Nos premières activités portaient sur l'aide aux éducateurs. L'Institut estival de droit de 2002 à Toronto pour les enseignants s'est imposé comme événement annuel fortement anticipé, soit l'une des nombreuses occasions de perfectionnement professionnel offertes à environ 600 enseignants en Ontario l'an dernier.

Notre première ressource reliée au curriculum, *Valeurs du système de justice*, pour les enseignants en éducation à la citoyenneté – avec des contributions des trois juges en chef d'alors, soit MM. McMurtry, Lesage et Lennox – compte aujourd'hui parmi les quelque 200 ressources sur DVD et sur papier que nous fournissons sans frais aux enseignants. L'an dernier, environ 100 000 élèves ont utilisé ces ressources. Outre les programmes pour les éducateurs, nous offrons également des programmes pour les jeunes et les travailleurs communautaires auprès des jeunes. L'an dernier seulement, 86 000 jeunes ont participé aux programmes du ROEJ, tant dans les salles de classe que dans les communautés difficiles à atteindre, et 500 travailleurs communautaires auprès des jeunes ont pris part aux ateliers du ROEJ.

Dispersion géographique – Offrant d'abord des activités d'éducation juridique *ad hoc* dans la province, 13 comités du ROEJ livrent actuellement des programmes dans chaque région de l'Ontario. Aujourd'hui, notre réputation est non seulement établie en Ontario, mais nous avons une forte présence nationale au sein d'organisations comme l'Association canadienne des organismes d'éducation et d'information juridiques, et nous sommes de plus en plus reconnus sur le plan international, ayant été invités l'an dernier à des conférences sur l'éducation juridique en Angleterre et en Turquie.



Notre site web, www.ojen.ca, est devenu une base de ressources entièrement interrogeable en ligne, en anglais et en français, et une source de renseignements sur nos programmes, l'actualité, nos forums de discussion et diverses activités.

Bénévoles – Travaillant au départ avec une poignée de bénévoles du secteur de la justice, nous avons maintenant l'aide de centaines de participants, qui en 2009-2010, ont donné 24 000 heures pro bono. De solides relations entre le secteur de la justice et le monde de l'éducation ont permis de développer un réseau de promotion active d'éducation juridique.

Gouvernance – Depuis la formation du groupe de travail initial, mené par les trois juges en chef et un conseil de 10 membres activement engagés dans le fonctionnement, le personnel du ROEJ s'occupe maintenant du fonctionnement quotidien. Le Conseil formé de 15 membres fonctionne selon un modèle politique, les juges en chef appuient avec enthousiasme les activités d'éducation juridique et les partenaires de réseau présentent leurs idées et leur expertise lors de rencontres annuelles. Il y a encore des difficultés, dont la plus importante est de saisir les occasions illimitées de développer des programmes durables sans accabler notre personnel si créatif et enthousiaste. Dans notre plan stratégique adopté en 2009, le Conseil a décidé de cibler nos activités sur les bases suivantes : promouvoir l'engagement civique, répondre aux besoins émergents, bâtir sur des bases solides, miser sur les jeunes, poursuivre la diversité, faire connaître le ROEJ dans la communauté et élargir notre capacité administrative.

Aux premiers jours du ROEJ, Taivi Lobu a aidé à lancer le ROEJ et à développer nos premières initiatives comme directrice générale. Elle a bénéficié d'une équipe solide, composée notamment de Nadine Demoe et Sarah Pole, dont les cheminements professionnels ont suivi de près la croissance de l'organisme. Elles ont continué à appuyer fortement la deuxième directrice générale toujours en poste, Sarah McCoubrey, qui a veillé à la croissance exponentielle de l'organisme, en comptant sur un personnel talentueux et dévoué.

Sur une note personnelle, comme il s'agit de ma dernière assemblée annuelle comme présidente, je tiens à remercier le juge en chef McMurtry d'avoir eu pour vision ce qu'est devenu le ROEJ et de m'avoir invitée à y participer. Je veux aussi remercier nos principaux bailleurs de fonds, soit la Fondation du droit de l'Ontario, dont les administrateurs ont toujours témoigné une grande confiance dans ce que nous faisons, la Fondation Trillium de l'Ontario, pour deux versements de fonds destinés à des programmes et le ministère de la Justice, pour avoir accepté d'être partenaire du projet Naviguer dans le système de justice et d'autres projets. Bien que je ne serai plus dans l'équipe de gouvernance, j'ai pleine confiance en notre Conseil d'administration énergique, coprésidé par Rob Mewhinney et la juge Gloria Epstein, et en notre très talentueux personnel dirigé par Sarah McCoubrey.

La juge Fran Kiteley
Présidente, Conseil d'administration

Administrateurs et dirigeants

Lors de la septième assemblée générale annuelle du Réseau ontarien d'éducation juridique, le 25 novembre 2009, les administrateurs de l'organisme étaient :

- La juge Gloria Epstein**, nommée par le juge en chef de l'Ontario
- La juge Fran Kiteley**, nommée par la juge en chef de la Cour supérieure de justice
- La juge Nancy Kastner**, nommée par la Cour de justice de l'Ontario
- Ann Merritt**, nommée par le sous-procureur général de l'Ontario
- Ginette Plourde**, nommée par le sous-ministre de l'Éducation
- Janet Minor**, nommée par la Fondation du droit de l'Ontario
- Allan Hux**, nommé par l'*Ontario History and Social Science Teachers' Association*
- Pat Hatt**, nommée par Éducation juridique communautaire Ontario
- Avvy Go**, nommée par le Barreau du Haut-Canada
- Sherry Cameron-Stobie**, nommée par Aide juridique Ontario
- Angelo Bolotta**, nommé par le ROEJ

En janvier 2010, **Rob Mewhinney** a été nommé comme représentant de l'*Ontario History and Social Science Teachers' Association* au conseil d'administration en remplacement d'**Allan Hux**. **Jeff Kugler**, **Jenn Dang** et **Anthony Hutchinson** ont été élus à titre de représentants du ROEJ en janvier 2010.

Dirigeants de l'organisme

À la première réunion des administrateurs suivant l'assemblée annuelle de 2009, les dirigeants suivants ont été nommés :

- Présidente : **Juge Fran Kiteley**
- Trésorière : **Pat Hatt**
- Secrétaire : *poste vacant*
- Directrice générale : **Sarah McCoubrey**

Nouveau poste au Conseil rempli par une jeune

Jennifer Dang était de la première promotion du programme LAWS à l'école secondaire Central Technical de Toronto. Maintenant étudiante en deuxième année de droit à l'Université de Toronto, elle est le plus jeune membre du Conseil du ROEJ. Jennifer s'est jointe au Conseil en janvier 2010, après que le ROEJ a révisé ses règlements pour ajouter des membres.



Comités du Conseil

Les comités et les membres des comités sont les suivants :

Comité de l'organisation et du développement

Juge Fran Kiteley (*présidente du comité*)

Janet Minor

Julie Mathews

Marion Boyd

Comité du financement

Pat Hatt (*présidente du comité*)

Gail Sinclair

Ann Merritt

Anthony Hutchinson

Comité des programmes

Rob Mewhinney

Angelo Bolotta

Ginette Plourde

Jusge Nancy Kastner

Comité des communications

Juge Gloria Epstein (*présidente du comité*)

Elise Brunet

Sherry Cameron-Stobie

Avvy Go

Comité de la vérification, 2010

Pat Hatt

Rob Mewhinney

Comité des nominations

Janet Minor

Justice Fran Kiteley

Julie Mathews

Sarah McCoubrey

*La directrice générale est membre d'office de tous les comités permanents.

OBJECTIFS DU ROEJ

Les objectifs du Réseau ontarien d'éducation juridique sont les suivants :

1. aider le public à mieux connaître le système de justice et les défis auxquels il fait face.
2. défendre et encourager les valeurs d'un système de justice public, transparent et accessible par l'intermédiaire de la recherche et de l'éducation.
3. encourager le dialogue entre le public et les membres du système de justice.
4. élaborer et coordonner des programmes de vulgarisation et d'éducation juridiques et les offrir aux élèves et au reste de la population.

Réunions des administrateurs

Depuis la septième assemblée générale annuelle, le conseil d'administration s'est réuni cinq fois et a tenu un scrutin électronique sur une question pressante :

- 25 novembre 2009
- 20 janvier 2010
- 2 juin 2010
- 9 août 2010 (*scrutin électronique*)
- 15 septembre 2010
- 24 novembre 2010

Statut d'organisme de bienfaisance

L'organisme a conservé son statut d'organisme de bienfaisance.

Assurance responsabilité des administrateurs et des dirigeants

L'organisme souscrit une assurance responsabilité pour les administrateurs et les dirigeants avec Trisura pour une valeur totale de 1 000 000 \$.



Les juges en chef Smith et Bonkalo avec des élèves au symposium de la Journée du droit.

Le Réseau

Participants du Réseau

En date de la septième assemblée générale annuelle du Réseau ontarien d'éducation juridique, les personnes suivantes étaient représentées au sein du ROEJ :

- Le juge en chef de l'Ontario
- La juge en chef de la Cour supérieure de justice
- La juge en chef de la Cour de justice de l'Ontario
- Le sous-procureur général de l'Ontario
- Le sous-ministre de l'Éducation
- Le président de la Fondation du droit de l'Ontario
- La trésorière du Barreau du Haut-Canada
- Le ministre fédéral de la Justice tel que représenté par le directeur de la Division d'innovations, de l'analyse et de l'intégration
- La présidente de la Société des plaideurs
- Le président de l'Association des bâtonniers de comtés et districts
- Le président de l'Association du Barreau de l'Ontario
- Le président d'Aide juridique Ontario
- Le président de l'*Ontario History and Social Science Teachers' Association*
- La directrice générale d'Éducation juridique communautaire Ontario
- Le directeur général de l'Association des cliniques juridiques communautaires de l'Ontario
- L'Ombudsman de l'Ontario
- La directrice de l'éducation de la fondation canadienne pour l'éducation en matière de libertés civiles
- L'*Institute for Catholic Education*
- L'*Ontario Principals' Council*
- Le *ESL/ELD Resource Group of Ontario*
- L'*Ontario Federation of Indian Friendship Centres*
- L'*Ontario Council of Agencies Serving Immigrants*
- Le Conseil des doyens et doyennes des facultés de droit de l'Ontario
- L'Association des juristes d'expression française de l'Ontario
- L'*Ontario Business Educators' Association*

Réunions du Réseau

Le Réseau s'est réuni une fois depuis la dernière assemblée annuelle, soit le 7 avril 2010 avec une forte participation de ses membres. La juge Gloria Epstein présidait la réunion qui portait sur le dialogue entre les secteurs de l'éducation et de la justice et offrait des présentations faites par trois jeunes participants aux programmes du ROEJ.



*Des membres du réseau du ROEJ
participent à des discussions
de groupe*

Administration

- Évaluation globale des programmes et de l'organisation
- Ouverture d'un bureau à Thunder Bay avec l'appui du ministère du Procureur général
- Personnel de 14 employés
- Lancement d'un site web amélioré
- Mise sur pied d'un système d'inscription en ligne aux activités

Une évaluation qui montre l'impact du ROEJ

En 2010, Cathexis Consulting Inc. a mené une étude détaillée du ROEJ dans le cadre de l'évaluation systématique de la Fondation du droit de l'Ontario visant ses bénéficiaires vedettes. L'évaluation a porté sur l'effet et l'efficacité de la programmation du ROEJ et ses forces en tant qu'organisation. Le personnel du ROEJ en a profité pour apprendre comment intégrer les techniques d'évaluation dans sa programmation ordinaire. Le processus comprenait des entrevues avec des membres du Conseil et du personnel, des sondages auprès des intervenants du ROEJ et un examen en profondeur de tous les programmes du ROEJ. Le rapport final, comptant près de 200 pages, conclut ceci :

- « Le ROEJ est en bonne santé, avec une direction stratégique claire, un solide modèle de gouvernance, un personnel et un conseil passionné et dévoué et une bonne réputation pour accomplir ce qu'il se fixe de faire.
- Les programmes du ROEJ ont lieu dans toutes les régions judiciaires de l'Ontario et ont un effet favorable sur les enseignants, les élèves et les jeunes qui les utilisent. »

Rapport final – Cathexis Consulting Inc.

Le ROEJ se servira des conclusions et des recommandations du rapport pour planifier ses améliorations et sa croissance.

Personnel

Directrice générale

Sarah McCoubrey

Chargée de programmes

Jessica Reekie

Chargée des initiatives stratégiques

Mara Clarke

Chef des opérations

Maureen Ra

Gestionnaire des subventions et des communications

Nadine Demoe

Coordonnatrice de l'éducation

Andrea Sobko

Chargés de projets

Enisone Kadiri – *Programmation pour les jeunes dans les communautés à risque de Toronto*

Sylvia Seo – *Programmation portant sur la LSJPA*

Stephanie Nilausen – *Programmation pour les écoles élémentaires*

Asha DaCosta – *Programmation pour les nouveaux arrivants*

Claudia Belda – *Programmation pour les autochtones*

Anna Solomon – *Facilitatrice du développement communautaire au postsecondaire*

Francois Ouimet – *Aide aux programmes francophones*

Christine Poirier – *Aide au curriculum francophone*

Étudiants, stagiaires et autres employés

Le ROEJ a reçu pendant l'été trois stagiaires de 10^e année du programme LAWS, Shanikia Clarke, Yifeng Zhang et Marcus Baker, qui ont fait un stage de quatre semaines afin d'aider à la programmation du ROEJ et à fournir une perspective de jeunes sur de nouvelles initiatives. Nailiah Gordon-Decicio, une étudiante en première année de droit, a fait un stage de dix semaines en justice sociale au ROEJ. À partir de janvier 2010, le ROEJ a accueilli trente-cinq étudiants de l'école de droit d'Osgoode qui

LA MISSION DU ROEJ

Le Réseau ontarien d'éducation juridique se consacre à promouvoir la compréhension, l'éducation et le dialogue afin de soutenir un système de justice efficace et ouvert.

remplissaient leur obligation à l'égard de l'intérêt public. Ces étudiants amorçaient ou terminaient les 40 heures exigées dans le cadre de ce programme en élaborant des ressources de curriculum. Les stagiaires de Pro Bono Students Canada aident aux communications du ROEJ et à un nouveau projet de radio. Le ROEJ a reçu deux enseignants stagiaires d'OISE, Jennilee Sas et Angela MacLennan, pour leur stage de travaux pratiques de 4 semaines. Andy Zhu a terminé son stage d'école secondaire au ROEJ en aidant aux tâches administratives pendant trois heures tous les deux jours d'école. Elsa Ascencio, une étudiante de l'Université York, et Nadia Gravina, une étudiante du collège Seneca dans le programme accéléré d'adjoint juridique, ont donné une journée par semaine pour venir aider aux tâches administratives et aux communications pendant l'été. Linda Gibson a terminé son programme accéléré d'adjoint juridique en janvier. Renae Bruce, une autre étudiante au programme d'adjoint juridique de Seneca, a commencé un stage hebdomadaire en octobre.

Le ROEJ a donné à contrat les tâches de tenue de livre, de conception, de mise à jour, de mise en page et d'élaboration de site web et d'amélioration de bases de données.

Espace

Le ROEJ continue d'occuper les bureaux qui lui sont fournis par le Barreau du Haut-Canada au 393, avenue University, salle 501. Ces bureaux ont permis les changements de personnel et la réorganisation entreprise au cours de l'année, facilitant la collaboration, les réunions de comités et les stages. En plus des bureaux, le ROEJ a une salle d'entrepôt à sa disposition au 130, rue Queen Ouest, siège du BHC. Le ROEJ s'est fait de la place en faisant des rénovations en mars, mais ne peut plus s'agrandir dans les bureaux de Toronto. Le ministère du Procureur général offre généreusement un bureau au ROEJ à Thunder Bay dans le palais de justice. Dans le cadre d'un partenariat novateur, le ROEJ partage deux employés avec l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario (AJEFO), dont les bureaux servent de lieu de travail à Ottawa.

Points saillants du programme

Programmes dans les écoles

- 100 000 élèves et enseignants ont utilisé les ressources imprimées et en DVD du ROEJ
- 70 000 élèves ont visité des palais de justice
- 3 800 élèves et jeunes ont pris part aux procès simulés
- 860 élèves ont répondu au sondage provincial sur la Charte
- 450 élèves de l'Ontario ont participé au défi de la Charte
- 1 800 jeunes se sont inscrits au défi d'illustrations pour la 5^e année
- 75 élèves de 10^e année ont participé aux ateliers sur les citoyens actifs
- 100 jeunes filles de toute la province ont participé au programme sur le thème des pionnières
- 390 élèves ont participé au programme de procès civils simulés à l'élémentaire

Le Fonds des procès simulés du ROEJ et de la FDO

Les procès simulés constituent un élément de base de l'activité d'éducation juridique dans certaines communautés où les juges et les avocats participent depuis longtemps et où règne une culture de concurrence amicale parmi les écoles locales. Dans d'autres villes, il n'y a pas de procès simulés à l'extérieur de l'école. Le Fonds des procès simulés du ROEJ et de la FDO accepte les demandes de financement pour les activités établies, et pour les nouvelles, et accorde de petites subventions pour couvrir le coût de la nourriture, le transport des élèves ou les dépenses logistiques. Au cours des trois ans d'existence du Fonds, le nombre de compétitions a augmenté, et Sarnia et Niagara présentent maintenant des activités de procès simulés dans leur communauté. Le Fonds a aussi aidé à réduire certaines dépenses de fonctionnement en partageant de bonnes idées émanant d'ailleurs. Et surtout, le Fonds a réduit ou éliminé le coût pour les écoles, en s'assurant que le manque d'argent de l'école ou des parents n'empêche pas les élèves de faire l'expérience de défendre une cause devant un juge. Cette année, le Fonds a versé des subventions à 16 compétitions de procès simulés dont les photos, les idées et les défis nous seront communiqués pour nous aider à continuer d'améliorer cette excellente occasion d'apprendre.



Des élèves du secondaire participent à un atelier de citoyens actifs



Élèves du secondaire plaidant une cause lors d'un tournoi de procès simulés dans la région de Peel

Programme de procès civils simulés à l'élémentaire

Le ROEJ, en partenariat avec l'Association des avocats de Toronto, a fait suivre le succès du programme pilote de procès civils simulés à l'élémentaire de 2009 par une année entière de programmation dans les écoles de la région de Toronto. Sept écoles ont pris part au programme qui expose les élèves au rôle des tribunaux et de l'administration de la justice dans une société civile. Le programme s'est terminé avec un procès simulé en diffamation.



Élèves de l'élémentaire participant à un procès civil simulé

Programmes de sensibilisation

- 32 réfugiés afghans et leur famille ont participé à un procès simulé en droit de la famille
- 28 élèves de l'école de la nation Nishnawbe Aski à Thunder Bay ont suivi un programme de 6 semaines sur le rôle d'un jury
- Établissement de nouveaux partenariats avec : le Black Female Lawyers Network, l'Association des étudiants noirs en droit du Canada, l'Association des avocats noirs du Canada, la Fédération des juristes asiatiques-canadiens, Ismaili Council of Ontario
- Pionnières, Sistahs in Law, au symposium de l'école secondaire Wasse Abin Wikwemikong, a présenté aux jeunes historiquement désavantagés de l'information sur les carrières en justice
- Création d'un nouveau poste de sensibilisation au postsecondaire – 3 universités et 2 collèges mettent sur pied de nouveaux programmes de sensibilisation dans les écoles secondaires
- 90 participants venant des universités, des collèges, d'écoles secondaires et des groupes communautaires ont participé au symposium sur l'éducation juridique



Jeunes de la SLCT dans un programme de procès simulés du ROEJ

Brancher les jeunes immigrants

Le ROEJ a répondu à une invitation du Ismaili Council of Ontario afin d'organiser un programme de procès simulé pour un groupe de réfugiés afghans en juin 2010. Vingt jeunes filles et seize garçons ont travaillé avec les avocats pour préparer un procès simulé en droit de la famille et une audience de cautionnement simulée. À la fin du programme, les jeunes ont présenté leurs audiences simulées à leurs familles et à d'autres personnes au palais de justice de Brampton. Le conseil a été adressé au ROEJ par l'association des femmes afghanes, qui avait participé au programme de procès simulé de l'année précédente. L'expérience développe la confiance en soi et les habiletés de plaidoirie tout en aidant les jeunes et leur famille à apprendre à faire confiance au système canadien de protection des droits.



Un avocat bénévole avec un participant à un procès simulé de la Fondation de l'Aga Khan



Un élève autochtone de Thunder Bay parlant de ce qu'il a appris en participant à un procès devant jury

Soutien des éducateurs

- Consultation sur les programmes et les ressources du ROEJ menée par le comité des éducateurs du ROEJ
- 12 présentations de perfectionnement professionnel aux enseignants
- On a élaboré une ressource en 7 modules sur la police dans la société, puis on l'a adaptée pour répondre aux questions des élèves sur le G20
- 500 intervenants auprès des jeunes ont assisté à la séance sur l'appareil judiciaire, pour approfondir leur capacité professionnelle
- Des DVD de démonstration de procès simulés produits et distribués sans frais aux éducateurs
- 90 enseignants ont participé à l'Institut estival de droit de Toronto

Ressources du curriculum

Le ROEJ continue de distribuer des ressources pédagogiques directement aux enseignants et aux élèves par le biais de son site web et par des bulletins électroniques éclair. Dix nouveaux arrêts faisant autorité ont été élaborés et distribués en version imprimée à plus de 200 enseignants, et se trouvent en français et en anglais en ligne.

Une trousse de cinq modules sur l'équité des procès, y compris des sections sur les témoins experts, les témoins oculaires, la preuve de moralité et le oui-dire, a été distribuée pour les classes de droit et de citoyenneté. De nouveaux scénarios de procès simulés en droit de la famille et en droit civil facilitent la tâche des enseignants qui désirent engager leurs élèves dans des discussions sur ces domaines de droit pertinents, mais moins bien compris. Une nouvelle ressource de salle de classe permet aux élèves de tenir compte du rôle de la police dans la société et de l'importance des divers champs de surveillance de la police.

Faciliter les discussions sur la diversité dans l'appareil judiciaire

Les séances de formation du programme Naviguer dans le système de justice pour les intervenants auprès des jeunes et les enseignants d'appui à la réussite ont réuni du personnel de première ligne et des professionnels du secteur de la justice pour discuter de la façon dont les jeunes qui vivent dans les communautés à risque comprennent l'appareil judiciaire. Financés par une subvention du ministère de la Justice du Canada, ces ateliers sont conçus pour donner aux intervenants de la communauté et aux

enseignants d'appui à la réussite, les renseignements de base dont ils ont besoin pour appuyer les jeunes qui entrent en contact avec le système de justice pénale. Ils offrent également une tribune de discussion sur les perceptions de racisme dans le système de justice. Les juges et les avocats, ainsi que les intervenants auprès des jeunes qui participent aux séances, apprécient particulièrement leurs conversations franches sur les questions de diversité.



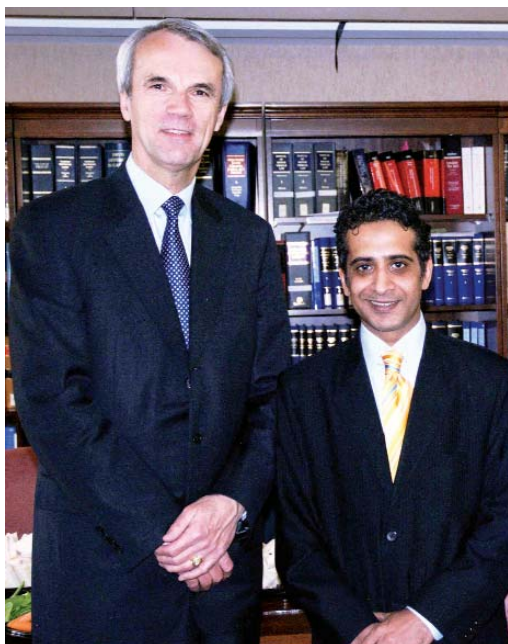
Travailleurs communautaires auprès des jeunes et enseignants qui appuient la réussite des élèves aux ateliers Naviguer dans le système de justice

Comités régionaux du ROEJ

Les comités régionaux du ROEJ continuent la programmation dans le cadre de *Salle d'audience* et *salle de classe* partout dans la province. Chaque comité est constitué de bénévoles du secteur de la justice et d'éducateurs régionaux. La contribution de ces bénévoles est précieuse puisque les activités locales ne pourraient pas avoir lieu sans eux. Le type d'activité varie selon le temps et les ressources des bénévoles ainsi que l'enthousiasme et la demande en provenance de chaque région. Le bureau du ROEJ continue d'offrir du soutien aux comités avec la création de ressources, le financement d'événements et la promotion de diverses activités. Grâce à un processus d'évaluation, le nombre d'activités et les besoins de chaque région sont à l'étude pour déterminer le genre de soutien que le bureau provincial peut fournir.

Communications

- 7 500 bulletins du ROEJ envoyés par la poste aux professionnels de la justice en Ontario
- Le ROEJ a été mentionné dans l'allocution du lieutenant-gouverneur à l'ouverture des tribunaux
- Les journaux locaux et la télévision ont couvert les activités de procès simulés dans la province
- Le site web du ROEJ a été amélioré et relancé en août
- 8 œuvres du programme L'art dans les salles d'audience pour les élèves de 5^e année sont sur les murs des palais de justice de l'Ontario
- 7 bourses de l'association des juges de paix ont été remises dans la province
- Le Prix des juges en chef a été présenté à Grace Russell
- Susheel Gupta a reçu le premier Prix Lennox du ROEJ



L'ancien juge en chef de la Cour de l'Ontario, Brian Lennox, avec le premier récipiendaire du prix Lennox, Susheel Gupta

Le ROEJ continue de produire le bulletin annuel *Salle d'audience et salle de classe* et un outil de communication trimestriel intitulé « Dialogue » qui donne des conseils et des idées pour améliorer l'éducation juridique. Le ROEJ a amélioré la fonction de recherche de son site web et a créé un système de gestion des données qui donne aux bénévoles du ROEJ et aux enseignants un meilleur accès à l'information régionale.

Deux prix annuels ont été présentés pendant l'année pour reconnaître le leadership dans l'éducation juridique. Le prix Lennox, créé par la conférence des juges de l'Ontario en l'honneur de l'ancien juge en chef Brian Lennox, est remis annuellement à une personne dans l'Est qui s'est illustrée dans la promotion de l'éducation juridique. En avril, le prix a été remis à l'avocat d'Ottawa Susheel Gupta. Grace Russell, une employée du tribunal, très active au palais de justice du vieil Hôtel de Ville, a reçu le prix des juges en chef pour avoir accueilli pendant des années des élèves et des enseignants au palais de justice et pour avoir coordonné les programmes de communauté et de salle de classe dans d'autres palais de justice de Toronto.



*Grace Russell, à gauche –
Récipiendaire du prix des
juges en chef 2010 avec les 3
juges en chef des tribunaux
de l'Ontario.*

Financement

La **Fondation du droit** continue de fournir un financement de base au ROEJ, soutenant l'expansion du programme et le maintien et l'administration de la programmation de base. La relation du ROEJ avec la Fondation du droit est très positive, en ce qu'elle soutient la collaboration et l'intégration des projets d'éducation juridique.

Le **ministère de la Justice** a encore une fois financé les séances de navigation dans le système de justice. Le financement fournit à dix travailleurs auprès des jeunes et à des enseignants qui appuient la réussite des élèves, des séances de formation dans la province et quatre séances pour les parents de jeunes visés par le système de justice pénale.

Le financement de la **Fondation Trillium de l'Ontario**, qui a commencé en septembre 2009, continue de soutenir le poste de chargé de programmes du ROEJ à Thunder Bay afin de renforcer les relations du ROEJ avec les communautés autochtones éloignées dans le Nord.

Le ROEJ a agi à titre de fiduciaire pour le projet d'accès aux tribunaux financé par la Fondation du droit pour effectuer de la recherche sur la formation judiciaire en ce qui concerne les problèmes que doivent affronter les personnes handicapées devant les tribunaux.

Le **Barreau du Haut-Canada** accorde un soutien considérable au ROEJ en lui fournissant des espaces de bureaux, des ordinateurs et de l'équipement téléphonique et du soutien, des installations et de l'hébergement sur le web. Ces contributions ont permis à un petit organisme de fonctionner avec relativement peu de difficultés opérationnelles.

D'autres soutiens ont été fournis par les partenaires du Réseau y compris les installations fournies à Osgoode Hall, la traduction de ressources, la distribution des ressources éducatives et autres contributions en nature selon les besoins.

**ONTARIO JUSTICE EDUCATION NETWORK/
RÉSEAU ONTARIEN D'ÉDUCATION JURIDIQUE**

ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2010

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres, Réseau ontarien d'éducation juridique / Ontario Justice Education Network

Nous avons vérifié l'état de la position financière du Réseau ontarien d'éducation juridique/ Ontario Justice Education Network au 31 mars 2010 et l'état des activités et des éléments nets d'actif de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'organisme. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Cowperthwaite Mehta

Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

Le 13 septembre 2010
Toronto (Ontario)

ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2010

	2010	2009
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	452 950 \$	20 266 \$
Débiteurs	3 629	24 333
Subventions	25 860	4 500
	482 439 \$	49 099 \$

PASSIF ET ACTIF NETS

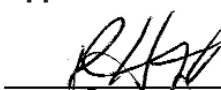
Passif à court terme

Créanciers et charges à payer	39 452 \$	41 292 \$
Produits reportés (note 5)	385 600	–
	425 052	41 292

Actif net

Non affecté	57 387	7 807
	482 439 \$	49 099 \$

Approuvé au nom du Conseil :

 _____, administrateur

 _____, administrateur

Voir les notes complémentaires.

ÉTATS DES ACTIVITÉS ET ACTIF NET

POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 MARS 2010

	2010	2009
PRODUITS		
Subventions (<i>note 6</i>)	915 280 \$	594 178 \$
Droits d'inscription	3 330	3 515
Dons	2 471	7 989
Remboursement des frais d'imprimerie	34 005	24 800
	955 086 \$	630 482 \$
CHARGES		
Personnel	656 576 \$	480 148 \$
Publication et production	93 890	41 565
Programmation	83 025	37 213
Bureau et administration générale	30 061	1 886
Réunions, conférence et élaboration du réseau régional	21 728	12 553
Développement organisationnel	12 614	39 095
Société	7 612	6 646
	905 506 \$	629 106 \$
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES POUR L'EXERCICE	49 580 \$	1 376 \$
Actif net, au début	7 807	6 431
ACTIF NET, À LA FIN	57 387 \$	7 807 \$

Voir les notes complémentaires.

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

LE 31 MARS 2010

1. L'ORGANISATION

Le Réseau ontarien d'éducation juridique / Ontario Justice Education Network est un organisme à but non lucratif constitué en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes*, sans capital-actions.

L'organisme a pour mission de promouvoir la compréhension, l'éducation et le dialogue afin de soutenir un système de justice efficace et ouvert.

2. SOMMAIRE DES POLITIQUES COMPTABLES MAJEURES

La direction est responsable de la préparation des présents états financiers. Les politiques comptables de l'organisme sont conformes aux principes de comptabilité généralement acceptés du Canada appliqués selon ceux de l'année précédente. Les politiques considérées comme particulièrement majeures sont décrites ci-dessous :

Reconnaissance du revenu

L'organisme suit la méthode de reconnaissance des produits reportés. En vertu de cette méthode, les montants reçus durant l'exercice pour des charges devant être engagées durant l'exercice suivant sont inscrits comme produit reporté. Les principales sources de revenus de l'organisme et la reconnaissance de celles-ci pour les besoins des états financiers sont les suivantes :

- (i) Les subventions sont considérées comme une source de revenus dans l'exercice pendant lequel les charges sont engagées. Les subventions sont reconnues comme source de revenus lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir pourvu que la somme reçue puisse être estimée et que son recouvrement puisse être assuré.
- (ii) Les dons sont inscrits comme revenu lorsque les fonds sont reçus. Les documents et les services donnés qui sont normalement achetés par l'organisme ne sont pas inscrits dans les comptes.
- (iii) Les frais d'inscription des activités sont considérés dans la période à laquelle elles ont lieu.
- (iv) Les revenus d'intérêt sont considérés comme du revenu lorsqu'ils sont réalisés.

Recours aux estimations

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle établisse des estimations et formule des hypothèses ayant une incidence sur les montants déclarés de l'actif, du passif, des revenus et des charges. Les estimations sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DU RISQUE

Le passif et l'actif de l'organisme sont portés au coût, ce qui se rapproche de leur juste valeur en raison de leur nature à court terme.

La direction estime que l'organisation n'est pas exposée à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit considérable.

4. LA GESTION DU CAPITAL

Pour la gestion du capital, l'organisme met l'accent sur les moyens liquides, disponibles pour le fonctionnement. L'objectif de l'organisme est de posséder suffisamment de moyens liquides pour son fonctionnement malgré de mauvais résultats pouvant subvenir au plan financier, et de faire preuve de flexibilité en profitant d'occasions dans le but de favoriser sa situation. Le besoin de moyens liquides suffisants est pris en considération lors de la préparation du budget annuel, et en surveillant le flux de trésorerie et les résultats financiers réels par rapport aux prévisions budgétaires. Au 31 mars 2010, l'organisme avait atteint ses objectifs de posséder suffisamment de moyens liquides pour satisfaire à ses obligations.

5. PRODUITS REPORTÉS

Les produits reportés sont composés de ce qui suit :

	2010	2009
La Fondation du droit de l'Ontario	352 100 \$	néant \$
La Fondation Trillium de l'Ontario	33 500	néant
Produits reportés, fin de l'exercice	385 600 \$	néant \$
La continuité des produits reportés pour l'exercice se présente comme suit :		
Produits reportés, début de l'exercice	néant \$	néant \$
Ajout d'encaisse reçue de subventions durant l'exercice	1 300 880	594 178
Moins les subventions reconnues durant l'exercice (note 6)	(915 280)	(594 178)
Produits reportés, fin de l'exercice	385 600 \$	néant \$

6. SUBVENTIONS

Les subventions reconnues durant l'exercice se sont présentées comme suit :

	2010	2009
La Fondation du droit de l'Ontario	750 182 \$	556 678
Ministère de la Justice du Canada	131 598	–
La Fondation Trillium de l'Ontario	33 500	–
Le Youth Challenge Fund	–	37 500
	915 280 \$	594 178 \$

7. STATUT DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

L'organisme est exempté d'impôt sur le revenu du Canada en raison de son statut d'organisme de bienfaisance conformément à la *Loi canadienne de l'impôt sur le revenu*.